Les premiers socialistes et les femmes abandonneuses (1830-1850)

Early socialists and women who abandon (1830-1850)

Nathalie Brémand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhei/4024>

DOI : 10.4000/rhei.4024

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 22 novembre 2017

Pagination : 47-66

ISBN : 978-2-7535-6467-1

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Nathalie Brémand, « Les premiers socialistes et les femmes abandonneuses (1830-1850) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 19 | 2017, mis en ligne le 27 novembre 2019, consulté le 09 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/4024> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.4024>

Les premiers socialistes et les femmes abandonneuses (1830-1850)

Nathalie BRÉMAND

Conservatrice des bibliothèques, Nathalie Brémand est docteure en histoire (Paris 4) et chercheure associée de l'université de Poitiers (CRIHAM).

La question des enfants trouvés est très présente dans les écrits des premiers socialistes, car pour eux il s'agit d'un problème grave dû à la mauvaise organisation sociale du moment. À leurs yeux ce ne sont pas les femmes abandonneuses qui sont responsables de l'acte d'abandon, mais la misère économique, le manque d'éducation et le rejet dont sont victimes les filles-mères qui les poussent à cet acte. Les socialistes pointent aussi du doigt la responsabilité des hommes et dénoncent le harcèlement sexuel dont sont victimes les femmes du peuple. L'abandon est ainsi présenté comme le résultat des inégalités de classe. C'est pour les protéger et pour protéger leurs enfants, qu'ils s'opposent tous, inconditionnellement, à la fermeture des tours et se prononcent à l'occasion pour l'aide aux femmes seules et pour la recherche de la paternité. Les raisons de l'abandon et la situation des enfants trouvés, qu'ils dénoncent avec véhémence, ne sauraient exister en tout état de cause dans le type de société dont ils veulent voir l'avènement.

The question of foundlings recurred frequently in the writings of early socialists, because they saw it as a serious problem caused by existing poor social organisation. In their opinion it was not the abandoning women who were responsible for the abandonment but that poverty, poor education and the rejection suffered by unmarried mothers forced them into it. The socialists also singled out the responsibility of men and denounced the sexual harassment that working-class women were prey to. Abandonment was presented as the result of class inequalities. To protect these women and their children, the early socialists all unconditionally opposed the removal of foundling wheels (baby hatches), while arguing for support for single women and paternity suits. At all events, these reasons for abandonment and the position of foundlings they so vehemently denounced could not exist in the type of society they wished to bring about.

Mots-clés : socialisme, ^{xix}e siècle, enfance abandonnée, femmes, France.

Keywords : socialism, 19th-century history, abandoned children, women, France.

1. VINÇARD Pierre, *Le Prolétariat français au XIX^e siècle ou Paupérisme français au XIX^e siècle*, in COLINS Jean Guillaume, *Économie politique : sources des révolutions et des utopies prétendues socialistes*, Paris, Librairie générale Bestel ; Londres, J. Chapman ; Bruxelles, Leipzig, Kiessling, 1856-1857, p. 75-282.
2. LEROUX Pierre, *De la ploutocratie ou du gouvernement des riches* (1848), s. l., Éd. d'Aujourd'hui, 1976, 264 p.
3. GUÉPIN Ange, BONAMY Eugène, *Nantes au XIX^e siècle : statistique topographique, industrielle et morale* (1835), Nantes, Centre de recherche politique, 1981, 453 p.

Les socialistes français de la première moitié du XIX^e siècle portent une attention toute particulière à la question des enfants trouvés. Elle est abordée dans leurs écrits théoriques comme exemple typique des dysfonctionnements de l'époque : leurs doctrines partent d'une critique globale de la société et c'est en dénonçant les problèmes et en fustigeant l'incapacité des gouvernements, des institutions, des pouvoirs publics à les régler qu'ils tentent de convaincre leurs contemporains de la nécessité d'un changement social. Ce sujet est aussi traité dans les enquêtes que certains d'entre eux mènent pour témoigner des conditions de vie difficiles de leurs contemporains. Pierre Vinçard, neveu du chansonnier Jules Vinçard et rédacteur de plusieurs journaux ouvriers, publie par exemple, dans *La Presse*, une longue étude sur *Le Prolétariat français au XIX^e siècle ou Paupérisme français au XIX^e siècle*¹, qui comprend un travail de recherche sur les enfants trouvés. Pierre Leroux, dans *De la ploutocratie ou du gouvernement des riches*², écrit en 1848, fait état de la présence massive d'enfants abandonnés. Le médecin socialiste Ange Guépin écrit un livre d'observations sur Nantes et y témoigne également de cette situation difficile³. Mais c'est surtout dans les organes de presse que la question de l'abandon et des hospices est traitée. Les rédacteurs, pour qui tous les débats touchant les réformes sociales sont l'occasion de prendre parti pour les opprimés et de faire connaître leurs opinions, y décrivent sans relâche les signes de la misère et investissent les discussions sur la façon d'y remédier. Des fouriéristes, en particulier, font preuve d'un intérêt marqué pour cette question qu'ils abordent d'une manière très

pragmatique : quelques-uns s'associent au fondateur de l'hospice agricole de Montbellet, en Saône-et-Loire, pour œuvrer à l'amélioration de l'accueil des enfants trouvés et pour écrire un programme d'extinction de la mendicité en France⁴. D'autres veulent faire appel à cette population pour créer des institutions qui permettraient de mettre en pratique leur projet social. C'est le cas d'Auguste Savardan concevant plusieurs essais fondés à partir de la réunion d'enfants trouvés tel un « asile rural d'enfants trouvés⁵ » en 1840, une « colonie maternelle⁶ » en 1851, une « commune sociétaire⁷ » en 1860. « Confions-nous à tout ce qu'il y a de plus petit, de plus humble et de plus misérable, l'enfant, l'Enfant-trouvé, l'enfant proscrit⁸ », déclare-t-il.

De ces multiples écrits, émerge la figure de la femme abandonneuse⁹. Pour les socialistes dans leur ensemble, les mères qui abandonnent leurs enfants ou qui pratiquent l'infanticide – les deux faits sont souvent associés – ne sont ni responsables ni fautives de leur acte, mais sont victimes de la société. C'est pour les protéger et pour protéger leurs enfants, qu'ils s'opposent tous, inconditionnellement, à la fermeture des tours et se prononcent à l'occasion pour l'aide aux femmes seules et pour la recherche de la paternité. Les raisons de l'abandon et la situation des enfants trouvés, qu'ils dénoncent avec véhémence, ne sauraient exister en tout état de cause dans le type de société dont ils veulent voir l'avènement. De quelques tendances qu'ils soient, l'organisation sociale qu'ils proposent est censée garantir des conditions de vie qui n'exposeraient plus la femme à de telles extrémités.

4. *Almanach social pour 1841*, s. l., s. n., 1840, p. 128.

5. SAVARDAN Auguste, *Défense des enfants trouvés et de leur asile rural. Observations soumises à MM. les membres de la commission départementale de la Seine*, Paris, Librairie sociétaire, 1849, 39 p.

6. SAVARDAN Auguste, LAVERDANT Désiré, *Colonie maternelle : appel aux phalanstériens*, 1851, 40 p.

7. SAVARDAN Auguste, *L'Extinction du paupérisme réalisée par les enfants ou La commune telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être*, Paris, 1860, 244 p.

8. SAVARDAN Auguste, LAVERDANT Désiré, *Colonie maternelle...*, op. cit., p. 31.

9. Sur les mères abandonneuses et la question des enfants trouvés au XIX^e siècle, voir LE BOULANGER Isabelle, *L'abandon d'enfants : l'exemple des Côtes-du-Nord au XIX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 367 p. ; RIVIÈRE Antoine, « Mères sans mari. Filles-mères et abandons d'enfants (Paris, 1870-1920) », *Genre & Histoire* n° 16, 2015 ; FUCHS Rachel, *Abandoned children : foundlings and Child Welfare in nineteenth-century France*, New-York, State University of New York press, 1984, 357 p.

LA FEMME ABANDONNEUSE, VICTIME DE LA SOCIÉTÉ

Comme pour la plupart de leurs contemporains, l'abandon des enfants est, pour les socialistes, un problème lié aux conditions économiques, à la misère qui condamne les femmes à ne pas pouvoir garder leurs enfants auprès d'elles. Pierre Vinçard constate une vérité toute simple à ses yeux : « Sauf quelques rares exceptions, les enfants trouvés appartiennent presque tous aux classes laborieuses et sont le résultat de la profonde misère dans laquelle vivent les ouvriers et les ouvrières des fabriques. » L'abandon de l'enfant ne répond pas à un choix de la mère, mais à une nécessité : « L'impossibilité pour la famille de supporter de plus lourdes charges force la mère à abandonner son enfant¹⁰. » La pauvreté des futures mères fait qu'elles n'ont pas d'autres possibilités et que l'abandon de leur progéniture est une fatalité pour elles. Les adeptes des théories de Fourier consacrent de nombreux écrits à cette question dans *La Phalange*. En 1849, la revue fait état de 3797 mères qui « se sont trouvées dans la cruelle nécessité d'entrer dans la *maison d'accouchement* de Paris (maternité) et d'abandonner leurs enfants¹¹ ». Cette situation face à la maternité est inhérente à la condition même de femme du peuple, comme le souligne le fouriériste Henri Gorsse :

La femme du peuple, flétrie, déformée par la misère, condamnée sans relâche « à un travail stupide et monotone qui ne peut même pas la faire vivre ; la femme du peuple, pour laquelle les joies de la maternité et de l'amour sont converties en supplices¹² ! »

Certaines mères tentent de détourner l'institution des enfants trouvés pour élever elles-mêmes leurs enfants : même ce comportement est compréhensible à leurs yeux. Au fil du temps, en effet, les tours reçoivent de plus en plus d'enfants légitimes de femmes très pauvres qui abandonnent leur enfant un jour pour revenir à l'hospice le lendemain proposer leurs services de nourrices rémunérées, ou bien qui viennent le reprendre bien plus tard. C'est ainsi que le communiste néo-babouviste Albert Laponneraye fut déposé dans le tour de l'hospice des orphelins de la Patrie de la ville de Tours, à sa naissance en 1808, par ses parents, qui vinrent le reprendre huit ans après¹³. Pour les socialistes, ces actes prouvent que c'est bien la misère et nullement le manque de sentiment maternel qui explique l'abandon. « M. Blanqui s'étonne que des mères, que la misère accable, aillent déposer leurs enfants *au tour*, et, se présentant ensuite comme nourrices,

10. VINÇARD Pierre, *Le Proletariat français...*, op. cit., p. 122.

11. « Paris monarchique et Paris républicain », *La Phalange*, 1849, vol. 10, t. 2, col. 306.

12. GORSSE Henri, *Notions élémentaires de la science sociale de Fourier*, Paris, Librairie de l'école sociale, 1846, 2^e édition, p. 182.

13. DARRIULAT Philippe, *Albert Laponneraye, journaliste et militant socialiste du premier XIX^e siècle*, thèse de doctorat de l'université Paris 10, 1990, vol. 1, p. 1.

donnent à ces enfants des soins qui leur sont payés », commente un article de *La Phalange*, c'est « de toutes les manières diverses de grignoter au budget, [...] celle qui excite le plus d'indulgence¹⁴ ».

Ce n'est pas seulement l'aspect économique de la pauvreté qui entraîne le fléau de l'abandon mais aussi les conditions de vie qu'elle génère, en particulier le manque d'éducation. Celui-ci explique l'incapacité de certaines femmes à s'occuper de leurs petits. Flora Tristan accuse ainsi la société de laisser les femmes pauvres incultes et dénonce les difficultés des ouvrières à s'occuper des enfants parce qu'elles n'ont pas reçu l'éducation nécessaire. « Vous auriez tant besoin, au contraire, écrit-elle à leur égard, d'être instruites et développées, afin de pouvoir à votre tour *instruire et développer les hommes, enfants confiés à vos soins*¹⁵. » De plus, le manque d'instruction crée un terreau sur lequel se développent le vice et la dépravation, autant d'obstacles à la faculté d'élever des enfants. Pour les rédacteurs du journal socialiste chrétien *L'Atelier*, « la misère et la débauche sont les deux causes principales et presque uniques qui portent les mères à abandonner leurs enfants ». Ceux-ci sont délaissés par « des mères malheureuses ou dénaturées¹⁶ ». Les réformateurs sociaux en effet ne nient pas l'existence de femmes « dépravées », qui vont le plus souvent grossir les rangs des prostituées. Celles-ci sont présentées elles-aussi comme des victimes, comme des femmes à qui les contingences ne laissent pas de choix. Si la mère dépose un enfant à l'hospice, écrit Pierre Leroux, « c'est un indice d'extrême misère, ou c'est un indice de prostitution. Or nous rangeons, avec M. Granier de Cassagnac, les prostituées parmi les indigents. Une fille publique, comme dit cet écrivain, est en général un prolétaire qui ne veut ou ne peut ni travailler, ni mendier, ni dérober, et qui se prostitue pour vivre¹⁷ ». Pour Flora Tristan, « [l]a prostitution est la plus hideuse des plaies que produit l'inégale répartition des biens de ce monde [...] ». Pour elle, « [l]es filles nées dans la classe pauvre sont poussées à la prostitution par la faim¹⁸ », car elles sont exclues des travaux de la campagne et lorsqu'elles ne peuvent travailler en manufacture, elles n'ont pas d'autre choix. *La Démocratie pacifique* en 1849 se sert, comme Flora Tristan, de l'exemple de Londres pour expliquer que le produit du travail des femmes étant insuffisant, « elles sont fatalement vouées à la prostitution ». Le journal rappelle « aux Montalembert, aux Thiers, aux Falloux, aux Charles Dupin¹⁹ » que la situation n'est pas mieux en France : les prostituées y sont victimes à

14. « Enfants trouvés », *La Phalange* n° 15, 01/12/1836, col. 490. Il s'agit de l'économiste Adolphe Blanqui, frère d'Auguste Blanqui.

15. TRISTAN Flora, *Union ouvrière*, Paris, Prévot, 1843, p. 53.

16. « Des hospices d'enfants trouvés et de la suppression des Tours », *L'Atelier*, n° 5, février 1846, p. 259.

17. LEROUX Pierre, *De la ploutocratie...*, *op. cit.*, p. 51-52.

18. TRISTAN Flora, *Promenades dans Londres*, Paris, Éd. Indigo, 2001, p. 72-73.

19. « Misère et prostitution : une statistique vivante », *La Démocratie pacifique*, n° 21, décembre 1849, p. 1.

la fois de la misère économique et de la mauvaise organisation sociale qui les privent d'instruction.

Mais pour la majorité des socialistes, outre la misère, une autre raison explique les abandons. C'est la réprobation dont est frappée la fille-mère, qui la pousse à renoncer à sa progéniture. Elle est contrainte en effet de rejeter son enfant afin de ne pas être elle-même rejetée par la société pour avoir donné naissance à un « enfant du vice ». Ce fait est extrêmement choquant à leurs yeux. Ainsi Louis Greppo, ancien canut devenu représentant du peuple en 1848, incrimine la « flétrissure » dont sont frappées les filles-mères, qui est pour lui « une barbarie indigne d'un peuple civilisé²⁰ ». *La Phalange* réagit vertement à un texte d'Adolphe Blanqui dans lequel celui-ci assure que le préjugé qui flétrit la fille-mère n'est pas très fort :

Si la nature, plus forte que nos lois, a jeté la jeune fille aux bras de celui qu'elle aime, la nature la porte encore à nourrir et à garder son enfant. Lorsqu'elle l'abandonne, la faute en est à la société et non pas à la nature. »

C'est « la nécessité sociale qui étouffe en son sein la voix de la maternité²¹ ». La société tout entière est responsable de ce rejet, et pour que l'opprobre dont souffrent les femmes enceintes hors mariage cesse d'exister, il faut qu'un changement de mentalité se produise.

Apprenez au peuple à respecter toute femme enceinte dans quelque condition sociale qu'elle se trouve ; qu'elle ne soit plus exposée aux railleries et au mépris ; qu'elle trouve partout aide et soutien, et non refus et abandon²². »

Ce problème de stigmatisation de la fille-mère est d'autant plus grave qu'il rejaillit sur les enfants abandonnés, qui souffrent à leur tour d'un rejet de la société, d'une tare sociale. « Un préjugé absurde pèse sur les enfans [*sic*] qu'un abandon cruel a marqué du sceau du déshonneur²³ », souligne le saint-simonien Haspot. Tout au long du XIX^e siècle, on fait en effet la distinction entre les orphelins, considérés comme des enfants du malheur, et les enfants abandonnés, « enfants du vice » parce que nés dans des conditions jugées immorales, et ce malgré l'assimilation officielle entre enfants trouvés et orphelins proclamée en 1842²⁴. Or, pour les socialistes, les enfants abandonnés sont simplement des petits sans parents, réclamant des soins, et il n'y a pas de raison de les condam-

20. GREPPO LOUIS, *Catéchisme social ou Exposé succinct de la doctrine de la solidarité par le citoyen Greppo représentant du peuple*, Paris, G. André, 1848, p. 41.

21. « Enfants trouvés », *La Phalange*..., *op. cit.*, col. 491.

22. « Les enfants trouvés et la Gazette des Hôpitaux », *La Phalange*, n° 1, janvier 1838, col. 12.

23. HASPOT Émile, *Religion saint-simonienne : les orphelins*, s. l., s. d., p. 3.

24. *Législation charitable ou recueil des lois, arrêtés, décrets, ordonnances royales, avis du Conseil d'État*, Paris, A. Heois Libraire éditeur, 1843, p. 664.

ner à cet ostracisme. « Dans la nature, il n'y a pas de bâtards, ce sont toujours des humains²⁵ » écrit Greppo. Pierre Leroux, en attaquant les philanthropes sur leur politique, leur reproche de s'occuper uniquement des orphelins. C'est sans ménagement qu'il s'adresse au ministre de l'Intérieur Duchâtel :

Dites, dites, pourquoi parlez-vous des *orphelins*, c'est-à-dire de ceux qui ont « perdu leurs parents après les avoir connus ou avoir été reconnus d'eux [ ] et ne parlez-vous pas des *enfants trouvés*? [...] vous ne les mentionnez pas dans vos listes de permissions et dans votre catalogue de charité²⁶. »

C'est également pour manifester son désaccord qu'Ange Guépin réunit dans son livre d'observation sur Nantes, sous la même dénomination d' « orphelins » aussi bien des enfants nés à la maternité, des enfants « exposés au tour » et des enfants abandonnés à la suite d'une condamnation de leurs parents²⁷. Par ailleurs, les socialistes sont choqués de l'interdiction de la recherche de paternité, qui explique en grande partie l'origine de cette discrimination. L'article 340 du Code civil qui porte sur cette interdiction est à leurs yeux injuste et inégal. Bert, rédacteur d'un article de la *Revue du progrès politique, social et littéraire* de Louis Blanc, oppose ainsi la recherche de paternité, interdite par la loi, à la recherche de maternité qui est autorisée. Ce sont pour lui des « allégations contradictoires²⁸ ».

L'attitude compréhensive des socialistes à l'égard des femmes abandonneuses est relativement proche de celles d'un certain nombre de moralistes, tel Lamartine, dans son discours sur les enfants trouvés de 1839²⁹, de Macquet³⁰ ou des membres de la *Société de la Morale Chrétienne*. Contrairement à ceux-ci, toutefois, il leur importe surtout de montrer la responsabilité de l'organisation sociale et de décharger les femmes abandonneuses de la culpabilité de leur acte. Les socialistes estiment qu'elles ne sont pas coupables, mais victimes de la société « infâme », « injuste », « vengeresse » – les mots ne manquent pas pour exprimer leur indignation – qui les a placées dans les conditions misérables les ayant conduites à leur acte. Le fait que ces mères soient mal considérées est donc particulièrement inique. Ce qui rend cela encore plus inacceptable, c'est qu'elles sont considérées comme uniques responsables des abandons : on leur reproche d'avoir « fauté » dans des rapports illégitimes, ou de manquer aux devoirs de la maternité. Mais en aucun cas on ne fait porter la faute au père de l'enfant. Voilà pourquoi il s'agit pour eux d'un problème qui témoigne de

25. GREPPO Louis, *Catéchisme social...*, *op. cit.*, p. 41.

26. LEROUX Pierre, « De la recherche des biens matériels », *La Revue sociale*, n° 5, février 1846, p. 69.

27. GUÉPIN Ange, BONAMY Eugène, *Nantes au XIX^e siècle...*, *op. cit.*, p. 559.

28. BERT, « De la condition des femmes et de l'institution de la famille en France : lettres à MM. Les Membres de l'Académie des sciences morales et politiques », *Revue du progrès politique, social et littéraire*, 1^{er} septembre 1842, p. 80.

29. LAMARTINE Alphonse de, *Discours de M. Lamartine, député de Mâcon, sur les enfants trouvés*, séance du 15/07/1839, Mâcon, Impr. De Dejussieu, 1839, 16 p.

30. MACQUET M., *Essai sur les moyens d'améliorer le sort des enfants trouvés, et suivi de quelques réflexions morales*, Paris, E. Legrand, 1838, XXXIV-256 p.

la différence de traitement des femmes et des hommes dans la société. Pour les socialistes, l'homme qui laisse à la femme la responsabilité de l'enfant n'est pas moins coupable. Les rédacteurs de *La Phalange* déplacent ainsi sur le père la responsabilité de l'acte d'abandon : « Flétrissez le misérable qui, après avoir abusé d'elle, la délaisse honteusement et lui laisse supporter tout le poids de sa faiblesse³¹. » L'abandon de la femme enceinte par le géniteur n'est pas moins grave que l'abandon par la mère de l'enfant, et pourtant la société les traite de façon tout à fait opposée. Ils sont donc choqués par le fait que « l'opinion va en quelque sorte jusqu'à faire souvent un mérite à l'adroit séducteur³² » qui a mis la femme enceinte.

La question de l'abandon – et de l'infanticide – est également présentée comme un problème de classe. D'une part les socialistes font très rarement allusion aux cas de femmes de classes supérieures s'adonnant à ces pratiques. Pour eux, les enfants trouvés font indéniablement partie de la classe indigente : « nous croyons devoir répéter que ces enfants sont tous issus de familles pauvres, et qu'à ce titre ils font partie du prolétariat³³ », écrit Pierre Vinçard. Pour *La Phalange*, les mères qui reçoivent le secours de la charité publique comme celles qui abandonnent leur enfant « rentrent presque toutes dans la catégorie des jeunes filles qui touchent par leur état à la domesticité. Ce fait d'une haute importance devrait suffire, si les administrateurs de la Cité comprenaient largement leur mission, à faire payer à qui *de droit* les dépenses de l'établissement charitable de la Maternité³⁴ ». Cet argument a d'autant plus de poids aux yeux de nombreux socialistes qu'ils voient dans la domesticité un système extrêmement mauvais dont ils revendiquent la suppression. D'autre part, comme le père de l'enfant fait souvent partie des classes aisées dans la représentation que les socialistes se font de l'abandon, la mère abandonneuse est perçue comme la victime non seulement de l'inconséquence masculine mais également de la position subordonnée de la classe des prolétaires. Jeanne Deroin, explique ainsi, dans son *Cours de Droit social* en 1848 :

Il est bien évident que le grand nombre des convicts et des parias de notre « ordre social résulte des lois injustes et des vices de notre vieille organisation sociale. Ainsi de la séduction et de la dégradation d'un grand nombre de filles des déshérités résulte un grand nombre de petits délaissés, qui souvent augmentent le nombre des convicts et pour lesquels la recherche de la paternité est

31. « Les enfants trouvés et la Gazette des Hôpitaux », *La Phalange*..., *op. cit.*, col. 12.

32. « La fille-mère et les peupliers rompus », *La Phalange* n° 41, 13/04/1842, col. 719-720.

33. VINÇARD Pierre, *Le Prolétariat français*..., *op. cit.*, p. 127.

34. « Paris monarchique et Paris républicain », *La Phalange*..., *op. cit.*, p. 307.

interdite; les auteurs de cette immorale interdiction sachant bien que le plus grand nombre des coupables se trouveraient dans les classes privilégiées³⁵. »

Les socialistes dénoncent le harcèlement dont sont victimes les femmes et pointent du doigt la responsabilité des hommes. Ils évoquent le cas des femmes qui doivent gérer seules leurs grossesses et s'insurgent contre la banalisation de cette situation. Après avoir relaté un fait divers, la *Démocratie pacifique* se révolte : « De combien de malheureuses filles du peuple n'est-ce pas l'histoire ? Ainsi, dans notre société civilisée, c'est à la fille du peuple, séduite, puis abandonnée par le fils du riche, qu'est réservé le banc d'infamie, tandis que le vrai coupable, aux yeux de la raison et de l'équité, est innocent devant la loi. La loi, on voit bien que ce sont des bourgeois qui l'ont faite³⁶ ! » À l'occasion, ils apportent leur soutien dans leurs colonnes aux femmes qui osent se retourner contre le père de leur enfant, comme la « fille Cadiche » condamnée à une amende pour avoir brisé un meuble dans l'appartement « de celui qui a causé son malheur » et détérioré ses arbres³⁷. En 1841, le saint-simonien Olinde Rodrigues publie un poème du cordonnier Savinien Lapointe, intitulé *L'infanticide*, dans lequel celui-ci livre une défense émouvante d'une pauvre femme allant à l'échafaud. L'auteur y dénonce la responsabilité scandaleuse de l'homme – qu'il décrit comme un représentant des classes les plus aisées –, mais aussi le fait qu'il ne reconnaisse ni ne paye sa faute, avec la complicité de la société tout entière.

Va, riche, va, pour toi, tout le sang de la honte,
 « En débordant mon cœur, au visage me monte.
 Faire choir un enfant, et n'en rien éprouver !
 Fouler aux pieds la fleur qu'on devait relever !
 Savoir que l'on est fort, savoir que l'on est homme,
 Que de ce titre-là dans le monde on vous nomme,
 Et venir lâchement, larron profanateur,
 Y dérober l'amour qui dormait dans un cœur ;
 C'est une chose atroce ! À toi toute ma haine !
 Quoi ! tu souillas l'honneur sur un front virginal,
 Et tu ne parais pas au banc du tribunal ! »

35. Cité par RANVIER Adrien, « Une féministe de 1848, Jeanne Deroin », *La révolution de 1848*, tome 4, 1907-1908, p. 329.

36. « Tribunaux – La fille du pauvre et le fils du riche », *La Démocratie pacifique*, 27/05/1844, p. 3.

37. « La fille-mère et les peupliers rompus », *La Phalange...*, *op. cit.*, col. 719-720.

Outre le père de l'enfant, c'est la mentalité de la population tout entière qui est responsable de la situation. C'est la société, « misérable marâtre », et l'opinion publique, « ortie », qui ont fait de la femme une criminelle.

Mais stupides ! c'est vous qui la fîtes coupable,
 « Puisque vous permettez qu'un spadassin d'amour
 Vienne souiller l'honneur qui n'a pas de retour³⁸. »

38. LAPOINTE Savinien,
 « L'infanticide », in
 Rodrigues Olinde, *Poésies
 sociales des ouvriers*,
 Paris, Paulin libraire, 1841,
 p. 207-218.

39. GUÉPIN Ange, BONAMY
 Eugène, *Nantes au
 XIX^e siècle...*, *op. cit.*, p. 568.

40. VINÇARD Pierre, *Le
 Prolétariat français...*, *op.
 cit.*, p. 125.

41. « Des Hospices
 d'enfants trouvés et de la
 suppression des Tours »,
L'Atelier, n° 5, février 1846,
 p. 258-259.

42. « Les Enfants trouvés et
 la Gazette des Hôpitaux »,
La Phalange..., *op. cit.*,
 col. 11.

43. *Ibid.*

POUR LE MAINTIEN DES TOURS ET L'AIDE AUX FILLES-MÈRES

Si l'organisation sociale est bien responsable à leurs yeux du fléau des enfants trouvés, les socialistes sont aussi très critiques sur la façon dont le problème est géré par les pouvoirs publics, à commencer par les institutions qui s'occupent de cette question. Ange Guépin, en 1832, ne s'inquiète pas seulement du nombre grandissant des enfants accueillis, mais il s'alarme de ce que la mortalité dans les hospices de Nantes a énormément augmenté depuis 1828, car elle est devenue à peu près la même qu'à Paris ou à Rouen. C'est, selon lui, une « calamité réelle³⁹ ». Pierre Vinçard, de son côté, considère que la vie de ces enfants est telle que « la mort est préférable à la vie⁴⁰ ». *L'Atelier* reproche aux « économistes philanthropes » d'avoir restreint les ressources de l'œuvre de charité chrétienne de saint Vincent de Paul et fustige leur impuissance « à résoudre les désordres sociaux⁴¹ ». Les fouriéristes eux aussi attaquent les institutions de charité privée et publique. Ils regrettent que « parmi ces enfants la mortalité est triple de celle qui atteint les autres classes⁴² ».

Pourtant, les socialistes estiment la situation tellement grave qu'il leur semble préférable de soutenir les institutions en place lorsque leur existence est menacée. Les actions menées par les hospices restent préférables dans l'immédiat à une absence de soin à l'attention des enfants abandonnés. *La Phalange* résume un point de vue qui est partagé par l'ensemble des hommes et des femmes progressistes de l'époque en rappelant « que l'institution des Enfants-Trouvés est un des rares exemples de prévoyance sociale que nous voyons autour de nous, qu'elle tend à prévenir le crime que le plus souvent on se borne à réprimer cruellement ; qu'elle est l'œuvre la plus belle peut-être de la charité chrétienne et qu'elle répond tellement à un sentiment social⁴³ ». Aussi, tant qu'un changement véritable de société n'a pas vu le jour, ils doivent protéger ces institutions.

C'est pourquoi les réformateurs sociaux sont de très vifs défenseurs du maintien du tour, en tant que dispositif de base de la prise en charge des enfants abandonnés garantissant le mieux, dans l'immédiat, la protection de l'enfant dans le respect maximal de la dignité de la mère. Quand les tours sont menacés de fermeture, comme c'est le cas dans de très nombreuses villes, ils interviennent en leur faveur. Les phalanstériens suivent cette actualité dans les départements des environs de Paris. Dès 1836, *La Phalange* réclame la plus grande indulgence pour les mères de famille qui portent leurs enfants à l'hospice afin que ceux-ci restent en vie. « Si vos hospices tuent les enfants, hâtez-vous d'améliorer vos hospices ; mais gardez-vous d'en fermer les portes : trop de mères déjà sont réduites à l'infanticide⁴⁴ !... » Pour *La Démocratie Pacifique*, si cette institution présentait des défauts, « il fallait chercher à la compléter, à la perfectionner⁴⁵ » et non la faire rétrograder.

Sur ce point, les socialistes rejoignent les autres défenseurs du tour pour qui les entraves à l'abandon sont une incitation à l'infanticide généralisé. « Ceux qui demandent la suppression des tours devraient, pour être conséquents, demander aussi la radiation de l'article du Code pénal qui concerne la suppression de part et l'infanticide⁴⁶ », écrit-on dans *La Démocratie Pacifique*.

Sommes-nous donc des payens [*sic*], et la France va-t-elle ressembler à la « Chine, où les enfants sont abandonnés dans les rues, et où on ramasse leurs cadavres avec les tas d'ordures ? », s'exclame Pierre Leroux. « S'il en est ainsi, de quel droit punissez-vous l'infanticide ! Je dis que la nation qui met dans ses lois l'abandon des enfants commet ce crime même, l'infanticide, et par conséquent perd le droit de le punir⁴⁷. »

Il développe dans une longue étude les « faits déplorables » qui se sont déroulés suite à la suppression des tours dans certaines localités du Nord, comme le cas de cet enfant de Calais déposé sur une pierre parce que le tour a été supprimé et retrouvé mangé en partie par un animal. Plus généralement, les textes en faveur du maintien du tour sont l'occasion de s'en prendre violemment au gouvernement. En 1846, dans la *Revue Sociale*, Leroux publie un article virulent dans lequel il attaque le contenu d'une conférence de Lacordaire et les propos du ministre de l'Intérieur Duchâtel dans son livre *De la charité*⁴⁸, qu'il interprète comme un effet de la diffusion des théories de Malthus. Très anti-malthusien, le penseur voit dans la volonté de fermer les tours et de ne plus

44. « Enfants trouvés », *La Phalange*..., *op. cit.*, col. 491.

45. « Conseils généraux. Enfants trouvés » *La Démocratie Pacifique*, 18/09/1844, p. 2.

46. « Paris, 31 août. Conseils généraux. Enfants trouvés » *La Démocratie Pacifique*, 01/09/1844, p. 1.

47. LEROUX Pierre, « De la recherche des biens matériels »..., *op. cit.*, p. 70-71.

48. DUCHÂTEL Tanneguy, *De la charité : dans ses rapports avec l'état moral et le bien-être des classes inférieures de la société*, Paris, A. Mesnier, 1829, 431 p.

s'occuper des enfants abandonnés la primauté des idées du penseur anglais sur celles de saint Vincent de Paul.

J'adjure la nation tout entière. Comment peut-elle tolérer ce meurtre organisé depuis quelques années par l'abolition d'une des plus saintes institutions du Christianisme! Parce que Malthus a mal raisonné en Angleterre [...], faut-il que saint Vincent de Paul, qui reçut du Ciel une inspiration pour sauver les enfants abandonnés, et qui fit passer son inspiration dans le cœur même de la nation, soit traité comme un fou et un imbécile! La *moralité* mise du côté de Malthus, l'*immoralité* du côté de saint Vincent de Paul⁴⁹! »

49. LEROUX Pierre, « De la recherche des biens matériels », *op. cit.*, p. 69.

50. *Ibid.*, p. 71.

51. « Économie sociale, système utilitaire », *L'Égalitaire: journal de l'organisation sociale*, n° 1, mai 1840, p. 42.

52. H. M. « Économie politique: influence du mouvement des populations sur le bonheur des peuples, conseils aux ouvriers », *L'Écho de la fabrique*, n° 38, 22/09/1833, p. 307.

Leroux, qui voit en Moïse l'incarnation de l'enfant trouvé, se livre à un ardent réquisitoire contre « les dangereuses erreurs de l'économie politique anglaise » qui sont responsables du désengagement des pouvoirs publics auprès des enfants trouvés. Pour lui, « l'infanticide aux frais de l'État a été publiquement demandé en Angleterre par les disciples de Malthus⁵⁰ ». Dans son journal *L'Égalitaire*, le communiste néo-babouviste Théodore Dézamy rejoint cette position. L'opinion de Malthus lui paraît « le comble de la scélératesse », qui « va jusqu'à prêcher le meurtre des vieillards et des infirmes, l'avortement, l'infanticide, etc.⁵¹. » Non que les socialistes soient totalement opposés à une forme de restriction des naissances. *L'Écho de la fabrique*, par exemple, propose de demander aux ouvriers « d'être circonspects dans le mariage » et, une fois mariés, de « rester encore assez réservés pour éviter qu'un trop grand nombre d'enfants [*sic*] ne change le mariage, qui doit être une association de douceur, en une source de malheurs et de dépravations ».

Nous concevons tout ce qu'a de délicat la moralité de cette question; mais « combien n'est-il pas plus humain de travailler à la conservation des hommes qui existent, que de donner naissance à des malheureux qu'on ne pourrait pas préserver de l'affreuse misère et des hideuses conséquences qu'elle entraîne⁵². »

Si la population est trop nombreuse, les ouvriers en souffrent les premiers. On trouve aussi chez les socialistes une condamnation inconditionnelle des divers aménagements de l'exposition qui sont proposés, car ils équivalent à la fermeture des tours. Ainsi, lorsque des pouvoirs publics décident de remplacer l'exposition anonyme par un système qui prévoit une surveillance policière à

l'entrée des hospices, ils s'y opposent violemment. « On a imaginé de réduire toute mère qui irait déposer son enfant dans l'hospice à l'humiliante obligation de prendre un commissaire de police pour confesseur⁵³ », écrit Louis Blanc. Or, cela fait obstacle au principe de l'anonymat des mères abandonneuses, et cela dénature complètement la fonction de ce système, avec pour conséquence de favoriser les infanticides et les avortements. En 1838, *La Phalange* s'élève contre l'arrêt pris par le conseil général des hospices de Paris de n'admettre un enfant à l'hospice des Enfants-Trouvés que sur présentation d'un procès-verbal d'un commissaire de police constatant qu'il a été exposé ou délaissé ; elle en déduit « que cette prescription entraîne virtuellement la suppression des *tours* qui avaient été institués par Napoléon et qui avaient toujours été considérés comme un bienfait par tous⁵⁴ ». En 1844, les phalanstériens continuent dans *La Démocratie pacifique* de dénoncer ce nouveau système par lequel « on constate officiellement le déshonneur de la mère, on la flétrit pour toujours, on la pousse forcément au vice⁵⁵ ». Pour Louis Blanc également, ces solutions choisies par l'État sont mauvaises :

Enlever aux tours ce qu'ils ont de mystérieux, en forçant la mère à une déclaration au commissaire de police, c'est blaser les femmes sur la honte. Supprimer les tours, c'est multiplier les infanticides. Partout le remède pire que le mal⁵⁶ ! »

Les membres de *l'Atelier* partagent ce point de vue. En 1846, ils s'élèvent aussi contre ceux qui prônent la restriction de l'exposition et qui « demandent que l'on remplace les tours par des bureaux d'admissions où la mère, la sage-femme, la personne enfin qui apporterait l'enfant, subirait un interrogatoire dans lequel ils devraient établir que l'enfant apporté a réellement des droits à être reçu dans l'hospice⁵⁷ ». Un des rédacteurs s'élève contre cette situation à Lyon :

En accueillant avec mystère l'enfant qu'on lui confiait, le christianisme laissait à la mère coupable l'espérance du repentir et prévenait bien des crimes ; par la publicité, l'administration met le cynisme à la place du remord, et pousse la femme à cacher par un crime la honte d'une faiblesse⁵⁸. »

La question qui se cache derrière ces polémiques porte en réalité sur le coût représenté par la prise en charge des enfants trouvés. Les socialistes dénoncent l'hypocrisie des pouvoirs publics et des philanthropes à ce sujet.

53. BLANC LOUIS, *Organisation du travail*, Paris, Au bureau de la société de l'industrie fraternelle, 1847, p. 63-64.

54. « Les Enfants trouvés et la Gazette des Hôpitaux », *La Phalange...*, *op. cit.*, col. 10.

55. « Paris, 31 août. Conseils généraux. Enfants trouvés », *La Démocratie Pacifique...*, *op. cit.*, p. 1.

56. « Silence au pauvre », *Le Nouveau Monde*, n° 1, 15/07/1850, p. 19.

57. « Des Hospices d'enfants trouvés et de la suppression des Tours », *L'Atelier*, n° 5, février 1846, p. 259.

58. « Enfants trouvés », *L'Atelier*, n° 1, octobre 1846, p. 299.

Allons, messieurs de l'un ou de l'autre système, écrit-on dans *La Démocratie Pacifique*, avouez franchement que ce qui vous embarrasse si fort, c'est bien moins la question morale que la *question d'argent*! Comment nourrir ces orphelins dont le nombre va croissant? Voilà la difficulté. Laissons donc de côté les tirades pompeuses sur la morale, sur les devoirs des femmes, sur les mères dénaturées, sur l'immoralité du siècle, etc., etc. Laissons de côté les vacuités sonores et les mots à effet; allons au fond des choses⁵⁹. »

59. « Paris, 31 août. Conseils généraux. Enfants trouvés » *La Démocratie Pacifique*..., op. cit., p. 1.

60. « Conseils généraux – Enfants trouvés », *La Démocratie Pacifique*, 15/09/1844, p. 1.

61. REMACLE Bernard-Benoît, *Des hospices d'enfants trouvés, en Europe, et principalement en France, depuis leur origine jusqu'à nos jours : documents statistiques officiels*, Paris, Treuttel et Würtz, 1838, 2 p. et tableaux.

62. RAPET Jean-Jacques, *De l'influence de la suppression des tours dans les hospices d'enfants trouvés sur le nombre des infanticides; mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques dans la séance du 11 octobre 1845*, Paris, Guillaumin, 1845, 24 p.

63. « Des Hospices d'enfants trouvés et de la suppression des Tours », *L'Atelier*..., ibid., p. 258.

64. LEROUX Pierre, *De la ploutocratie*..., op. cit., p. 61

65. « Paris, 31 août... », op. cit., p. 1.

Ils acceptent mal qu'on veuille faire des économies au détriment des enfants et ils sont choqués que l'argument économique soit avancé pour justifier ces fermetures qu'ils perçoivent comme de « cruelles expériences économiques⁶⁰ ». Même critique chez les socialistes chrétiens de *L'Atelier* qui, eux aussi, s'en prennent à Duchâtel et à son livre *De la Charité*, et plus généralement aux « économistes philanthropes » qui jugent cette institution trop onéreuse. Ils se moquent de leur propension à produire des chiffres et ridiculisent les « statistiques Dupin », qui ne sont que des « statistiques menteuses », qui peuvent démontrer une chose et son contraire. Ainsi rappellent-ils avec ironie que les nombreuses statistiques fournies par l'ouvrage de Remacle⁶¹, favorable à la fermeture des tours, avaient été remises en question par un texte de Rapet⁶², « autre économiste, semi-partisan de la fermeture des tours⁶³ ».

Les raisons économiques avancées sont d'autant plus choquantes qu'elles ne sont pas cohérentes : c'est déplacer le problème que de supprimer le tour, puisque les enfants qui ne seront pas abandonnés en raison de sa suppression se retrouveront dans une misère bien plus grande, ainsi que leurs mères. Car en créant des entraves à l'abandon, en supprimant la fraude des mères qui déposaient leurs enfants pour venir les récupérer plus tard, les gouvernants ne suppriment pas la misère. « Le compte se retrouvera toujours, et peut-être au double, au budget du paupérisme⁶⁴ », écrit Pierre Leroux. En supprimant les possibilités d'abandons, on rend les conditions de vie des enfants et de leurs mères encore pires. « En définitive, par la suppression des tours, on repousse de l'hospice un enfant que l'on sera obligé de nourrir comme pauvre, s'il échappe au danger qui le menace » et en même temps on réduit sa mère « à la misère absolue, en lui imposant l'obligation de nourrir son enfant⁶⁵ ». De plus, en refusant l'abandon, la société laisse les enfants dans des familles « dans un état

de dégradation morale et physique » qui les jette dans la misère, écrivent les rédacteurs de *L'Atelier*.

Qu'est-ce, en effet, qu'une famille qui abandonne son enfant ? Un père qui « ne veut pas le reconnaître ou une mère qui consent à ce qu'on l'abandonne ? Sont-ce des protecteurs suffisants pour sa jeunesse ? Nous ne le croyons pas⁶⁶. »

Selon les socialistes, d'ailleurs, il n'y a pas d'économies à faire sur les enfants trouvés. Leur credo est de rappeler que ce sont les pouvoirs publics qui doivent prendre leurs responsabilités en les accueillant. C'est donc à eux d'accepter tous les enfants qui leur sont présentés et de « les élever et les instruire pour en faire de bons citoyens⁶⁷ ». L'État est « en quelque sorte le tuteur légal⁶⁸ » des 130 000 enfants abandonnés et doit assumer cette obligation, affirment les rédacteurs de *L'Atelier*. Seul Proudhon, qui est opposé à la toute-puissance de l'État, refuse le principe de la prise en charge des enfants délaissés car il prétend à un type de société sans État dans laquelle il n'y aurait plus d'abandon. À la proposition de Lamartine à la Chambre, concernant l'adoption des enfants trouvés par l'État en 1847, il répond non sans provocation :

Philanthropie ! Le Peuple demande qu'il n'y ait plus d'enfants trouvés, il « veut que toutes les filles soient sages ; et vous, vous proposez de nourrir aux frais des vierges les bâtards des prostituées. À ce régime-là, nous serons bientôt en pleine phanérogamie⁶⁹ : alors la famille deviendra ce qu'il plaira à Dieu⁷⁰ ! »

Comme à chaque fois que ses propos abordent la question féminine, le penseur bisontin est rattrapé par sa misogynie notoire.

À partir des années trente, des philanthropes comme Huerne de Pommeuse et Charles Lucas introduisent en France le concept de fermes modèles et de colonies agricoles pour les enfants trouvés, déjà éprouvées en Belgique ou en Hollande⁷¹. Les fouriéristes, très sensibles à ces questions, participent au développement du discours sur ce modèle. Charles Fourier lui-même consacre de nombreux articles de sa revue à discuter l'intérêt des différents projets qui émergent alors. Dans le numéro du 2 août 1833 de *La Réforme industrielle*, il fait par exemple la critique d'un projet de défrichement des Landes, près de Bordeaux, par deux mille enfants trouvés de quatre à vingt et un ans, qu'il voit comme une « utopie gigantesque et étrangère au perfectionnement agricole⁷² ». Ces différents textes lui permettent

66. « Des hospices d'enfants trouvés et de la suppression des tours », *L'Atelier...*, op. cit., p. 259-260.

67. *Ibid.*

68. « Enfants trouvés », *L'Atelier...*, op. cit., p. 398.

69. Terme botanique désignant l'état d'une plante dont les organes sexuels sont apparents, utilisé ironiquement par Proudhon pour dénoncer ce qui serait selon lui une décadence des mœurs.

70. PROUDHON Pierre-Joseph, *Solution du problème social* (1848), Paris, Librairie Lacroix, 1868, p. 74.

71. Les premières colonies agricoles en France sont destinées aux enfants abandonnés, trouvés ou orphelins. C'est à partir de la création par Demetz de la colonie de Mettray, en 1839, que les colonies accueillant des populations de jeunes poursuivis par la justice se multiplient. Sur ces questions voir DUPONT-BOUCHAT Marie-Sylvie et PIERRE Éric (dir.), *Enfance et justice au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 2001, 443 p.

72. FOURIER Charles, « Il° détail sur l'épreuve minime, en travaux à courtes séances, appliquée à 160 enfants de 5 à 12 ans », *La Réforme industrielle*, n° 31, 02/08/1833, p. 349-352.

73. GUILBAUD Pierre-Alexandre, *Projet de fondation d'une maison rurale d'asile-modèle pour les enfants trouvés*, Nantes, Impr. D'Hérault, 1837, 30 p., IFHS, 14 AS 6, Pièce 9.

Ce projet sera repris et développé en 1840 puis en 1844. Voir aussi GUILBAUD Pierre-Alexandre, *Plan pour l'établissement comme germe d'harmonie sociétaire d'une maison rurale industrielle d'apprentissage pour 200 élèves...*, Paris, Lacour et compagnie, 1840, 26 p. et GUILBAUD Pierre-Alexandre, « Projet de fondation d'une colonie agricole de jeunes orphelins, ou ferme d'asile et d'apprentissage pour 200 enfants trouvés ou naturels de 3 à 13 ans... », *Le Nouveau Monde*, 1843, prospectus.

74. *Ibid.*, p. 2.

75. SAVARDAN Auguste, *Asile rural des enfants trouvés : crèche, salle d'asile, école primaire, école professionnelle, ferme modèle, association libre des élèves à leur majorité*, Paris, Librairie sociétaire, 1848, 92 p. Voir aussi SAVARDAN Auguste, *Défense des enfants trouvés et de leur asile rural...*, *op. cit.* ; SAVARDAN Auguste et LAVERDANT Désiré, *Colonie maternelle...*, *op. cit.* ; SAVARDAN Auguste, *L'Extinction du paupérisme réalisée par les enfants...*, *op. cit.*

de défendre son propre projet d'essai « minime » réunissant 160 enfants de trois à douze ans, pour lequel, à l'instar des philanthropes de l'époque, il lance des appels de fonds répétés. Certains de ses partisans font aussi des propositions concrètes de structures pour accueillir les enfants trouvés. En 1837, année de la mort de Fourier, Pierre-Alexandre Guilbaud conçoit un projet de maison rurale d'asile-modèle pour les enfants trouvés⁷³ de trois à seize ans. Chargé du service des Orphelins de Nantes depuis plus de douze ans, ses observations l'ont amené à proposer ce plan pour combler les lacunes qu'il a constatées quant au bien-être physique et intellectuel des jeunes, en particulier leur manque de formation professionnelle lorsqu'ils deviennent adultes⁷⁴. Selon lui, le gouvernement ne peut que soutenir le projet de cet établissement philanthropique qui permettra à la société de se débarrasser des mendiants et vagabonds que ne manquent pas de devenir une grande majorité d'enfants trouvés. À cet égard, on peut constater que Guilbaud véhicule la même idée pessimiste d'un certain déterminisme social qui mènerait les enfants trouvés dans la rue. Son idée majeure est de regrouper les enfants, actuellement disséminés dans différentes familles, sous la garde de vingt maîtres conducteurs, et de leur faire bénéficier des bienfaits de la vie en groupe et de l'éducation intégrale. Alors que la vertu première des fermes modèles est le travail à la campagne, l'originalité du modèle proposé par Guilbaud réside dans la très grande variété des activités qui sont proposées aux enfants et la prise en compte de leurs goûts et de leurs vocations dans le choix de ces activités. Par ailleurs, il prévoit que leurs travaux soient rétribués, ce qui est loin d'être le cas dans les colonies agricoles qui commencent à se développer à l'époque. Mais son plan ne sera pas réalisé, pas plus que celui d'Auguste Savardan, médecin sarthois phalanstérien, auteur également de différents projets d'asiles⁷⁵ pour enfants trouvés à partir de 1847. Comme Guilbaud, celui-ci reproche à l'administration des hospices sa mauvaise gestion et y oppose un projet d'asile basé sur un fonctionnement collectif, réunissant des enfants dès le premier âge et fonctionnant selon les principes de l'éducation fouriériste. Afin d'évoluer dans de bonnes conditions, cet établissement, comme celui de Guilbaud, démarre avec un faible effectif puis accueille progressivement des groupes de vingt enfants supplémentaires chaque année, jusqu'à atteindre le nombre de trois cents. Présenté en novembre 1847, au conseil général de la Seine, par le principal disciple de Fourier, Victor Considerant, le projet est accueilli favorablement et est transmis au préfet du département. Mais en décembre 1848, après la révolution, l'auteur

se voit opposer une fin de non-recevoir. Savardan réagit vivement à un rapport détaillé qui montre combien ses propositions ne rentrent pas dans les vues de l'administration de l'époque. On lui reproche en effet de parler principalement de la première enfance, de ne pas se prononcer sur le type d'allaitement préconisé, de ne pas isoler suffisamment les deux sexes, de prévoir de garder les enfants beaucoup trop longtemps, jusqu'à l'âge de 26 ans, ou encore de rémunérer le travail des enfants.

PROTÉGER LA FEMME POUR QU'ELLE PUISSE ÊTRE MÈRE

Si la manière de traiter la question des enfants trouvés et la situation de la femme abandonneuse consiste principalement à critiquer le traitement de ce problème par la société de leur époque, les socialistes ne se montrent pas moins partisans de la nécessaire protection des femmes et des enfants. Pour *l'Atelier*, les économistes et les philanthropes devraient comprendre qu'il faut traiter le problème en amont afin de ne pas avoir à le gérer *a posteriori* :

En cherchant toujours des économies à faire sur les hôpitaux, les hospices, « les enfants trouvés, etc., ils auraient dû comprendre que, la condition des ouvrières devenant meilleure, plus stable, plus assurée, le nombre des enfants abandonnés décroîtrait dans une très grande proportion, que les hospices pour la vieillesse seraient moins encombrés, et qu'il y aurait de cette manière grande économie pour le Trésor⁷⁶. »

Plus particulièrement, ils se prononcent à l'occasion pour le soutien aux filles-mères, comme celui apporté par la saint-simonienne Suzanne Voilquin. Après avoir obtenu son diplôme de sage-femme en 1837, elle s'établit dans le quartier populaire de Saint-Merry à Paris, où elle rencontre de nombreuses femmes enceintes « en dehors de la légalité⁷⁷ ». Elle crée, avec une vingtaine d'autres femmes, une « association maternelle » en faveur des filles-mères. À Nantes, Ange Guépin voudrait que les actions de la *Société de charité maternelle* qui, depuis 1812, s'occupe de distribuer des secours aux femmes pauvres en couches pouvant produire un certificat de mariage et de bonnes mœurs, soient appliquées à toutes les femmes. « Malheureusement, regrette-t-il, les filles-mères en sont exclues, ce qui contribue à augmenter le nombre des enfants exposés⁷⁸. »

76. « Enquête – De la condition des femmes », *L'Atelier* n° 4, 30/12/1842, p. 32.

77. VOILQUIN Suzanne, *Souvenirs d'une fille du peuple ou La saint-simonienne en Égypte : 1834 à 1836*, Paris, chez A. Sauzet libraire, 1866, p. 484.

78. GUÉPIN Ange, BONAMY Eugène, *Nantes au XIX^e siècle...*, op. cit., p. 603.

Ces prises de position réformatrices, toutefois, ne doivent pas faire oublier que pour les socialistes, c'est seulement en changeant l'organisation sociale qu'on fera disparaître les causes de l'abandon des enfants. Pour cela, deux conditions principales doivent être réunies. Tout d'abord une nouvelle organisation du travail, incluant le droit au travail pour tous et une meilleure distribution des produits, qui garantisse la satisfaction des besoins de chacun et entraîne ainsi la fin de la pauvreté. Afin qu'il n'y ait plus, entre autres, « de mère armée par l'impuissance de vivre contre le fruit de ses entrailles, plus de jeune fille réduite, pour avoir du pain, à *vendre le doux nom d'amour*! », nous voulons que le travail soit organisé⁷⁹ », écrit Louis Blanc dans son ouvrage, *Organisation du Travail*. La deuxième condition pour annihiler tout risque d'abandon est une bonne éducation, auquel chaque individu a droit.

Dans les projets de sociétés idéales, l'abandon ne peut pas exister. Dans la communauté décrite par Étienne Cabet dans *Voyage en Icarie*, par exemple, il n'y a pas de mots pour désigner « l'avortement, l'infanticide et l'exposition d'un enfant nouveau-né, tant ces horreurs paraissent impossibles ! » et la séduction n'existe pas. « En Icarie il n'y a plus que des filles chastes, des garçons respectueux et des époux fidèles et respectés. » « Plus de ces scandaleux procès en désaveu de paternité, en nullité de mariage pour cause d'impuissance, en divorce pour mauvais traitements corporels⁸⁰ [...] », écrit-il. Il n'est pas étonnant de trouver ce genre d'assertion de la part de Cabet dont le système repose sur des règles minutieuses qui régissent aussi bien la vie publique des membres de la collectivité que leurs comportements en privé. Mais même chez un communiste beaucoup plus ouvert comme le néo-babouviste Dézamy, qui préconise une égalité parfaite entre les deux sexes et une véritable « liberté des alliances », on affirme qu'« il n'y aura plus de débauche ni de désordre dans cette société harmonieuse⁸¹ ». Le problème des abandons d'enfants est de fait évité par la satisfaction des besoins de chacun. Il est question au contraire chez la plupart des auteurs de permettre à la femme, au sein du futur système social, de satisfaire son sentiment maternel, naturel à leurs yeux, et de la renforcer dans son statut de mère. On trouve, en effet, dans les écrits de l'époque toute une imagerie de la femme représentée comme symbole de fertilité, de fécondité, imagerie qui n'est pas sans rappeler les symboles véhiculés par la tradition chrétienne, mais également la représentation des femmes donnée par les romantiques. Certes, il y a la volonté chez de nombreux auteurs de moderniser le modèle de

79. BLANC Louis, *Organisation du travail...*, *op. cit.*, p. 5. Ce livre connut un grand succès auprès des socialistes et des républicains et fut réédité neuf fois entre 1839 et 1850.

80. CABET Étienne, *Voyage en Icarie*, Paris, Au bureau du Populaire, 1845, 2^e éd., p. 143.

81. DÉZAMY Théodore, *Code de la Communauté*, Paris, Prevost Librairie, Rouannet librairie, 1842, p. 132.

la famille, mais en laissant la femme dans son rôle traditionnel. Adossée à une défense forte de la cellule familiale, la figure de la femme reste celle de la mère et l'évolution de la société doit aller dans le sens d'une moralisation qui élimine tout comportement entraînant des grossesses non désirées.

Seules quelques figures se détachent de cette vision traditionnelle. La position la plus marquée en matière d'émancipation de la femme est représentée par Charles Fourier. « Pourquoi la nature a-t-elle créé des femmes qui s'amuse de l'embarras que donnent les enfants, et qui en soigneraient une douzaine avec plaisir, tandis que d'autres s'ennuient d'en soigner un seul et le confient à des mercenaires⁸² ? », questionne-t-il ? Ces femmes « mauvaises mères », telles qu'elles sont appelées, ne sont pourtant pas condamnables, selon lui, puisque leur attitude est conforme au « principe de division du travail et distribution en série de fonctions » qui est à la base de l'organisation du phalanstère. Partisan de la famille élective et de l'adoption, il considère l'éducation des jeunes enfants comme un travail à donner à des « bonnes », des nourrices ayant un goût, une attraction particulière pour l'« élevage » des enfants. Autre figure emblématique d'un féminisme radical, la saint-simonienne Claire Demar voit dans la maternité un joug dont la femme est esclave⁸³. Selon elle, les hommes et les femmes doivent s'affranchir de la loi du sang et les nouveau-nés doivent être donnés à élever à des mères sociales, à des nourrices fonctionnaires. Ce type d'approche fut incarné par la suite sous forme d'attitudes individuelles, par exemple par Pauline Roland, autre saint-simonienne qui décida de braver les convenances en choisissant volontairement d'être mère célibataire de ses trois enfants⁸⁴. Mais ces comportements sont rares et le radicalisme des femmes saint-simoniennes des années 1830 disparaît progressivement pour laisser place chez les féministes de 1848 à une mise en avant de leur fonction maternelle pour revendiquer leurs droits politiques et civils⁸⁵.

CONCLUSION

Les socialistes s'emparent de la question des enfants trouvés, comme de nombreux autres problèmes de leur époque, pour montrer les incohérences de la société et en dénoncer les méfaits dont seraient victimes les femmes abandonnées. Ils ne condamnent pas leurs choix et n'évoquent pas l'abandon en tant que problème moral, car cet acte résulte à leurs yeux de raisons objectives qui ne dépendent pas de la mère. Le soutien qu'ils manifestent à l'égard des

82. FOURIER Charles, *Théorie de l'Unité universelle*, volume II, tome IV, Dijon, Presses du réel, 2001, p. 483.

83. DEMAR Claire, *Appel d'une femme au peuple sur l'affranchissement de la femme*, Paris, chez l'auteur, 1833, p. 53-59.

84. THOMAS Édith, *Pauline Roland : socialisme et féminisme au XIX^e siècle*, Paris, Rivière, 1956, p. 64-65.

85. Sur cette évolution du féminisme voir DEVANCE Louis, « Femme, famille, travail et morale sexuelle dans l'idéologie de 1848 », *Romantisme* n° 13-14, 1976, p. 79-103.

filles-mères en stigmatisant l'attitude des géniteurs, vus comme appartenant à la classe riche, leur permet de défendre une société plus juste et plus égalitaire, et laisse transparaître leur attitude en faveur de l'émancipation des femmes.

S'ils font preuve cependant d'un soutien inconditionnel à leur égard et s'ils se tiennent à l'écart des jugements moraux qui condamnent alors les femmes enceintes hors mariage, la vision de la femme qu'ils véhiculent n'est que rarement novatrice, mais relève plutôt d'une approche traditionnelle de son rôle, indissociable de sa fonction génitrice et de son statut de mère. Seuls quelques auteurs du début de la monarchie de Juillet font preuve d'une approche radicale en dissociant la famille biologique de la famille sociale et en envisageant que la femme puisse ne pas vouloir être mère.

La participation aux débats sur cette question laisse émerger cependant les options qui seront mises en avant tout au long du siècle par l'ensemble des courants socialistes : la protection des enfants et des femmes, la prise en charge de cette protection par la collectivité et la défense de leurs droits.